|  |  |
| --- | --- |
| **Cercle universitaire****L’Union des étudiants catholiques de Liège, a.s.b.l.** | ***Groupe de réflexion sur l’éthique sociale*** |

**Ce cycle est organisé avec le concours du forum de conférences « Calpurnia »**

**Humanisme chrétien, Travail, et Société
Personnalisme et développement intégral**

**Lundi 24 novembre 2014**

**Moyen-Orient et persécution religieuse**

**par**

**Vanessa MATZ**

**Députée de Liège au Parlement fédéral**

**et témoignage de**

**Pierre PICCININ da PRATA,**

**Historien et reporter de guerre au Moyen Orient.**

**Conférence de Vanessa MATZ**

***La question des minorités chrétiennes et des autres minorités***

***La cause des Chrétiens d’Orient et des autres minorités nous concerne tous, au titre de la fraternité et au nom de la liberté. Le renoncement ou l’impuissance seraient intolérables devant cette tragédie quotidienne qui met en péril l’existence de communautés chrétiennes dans le monde musulman. Leur existence même est un enjeu de civilisation commun pour l’Europe et pour l’Islam.***

***« Le Christianisme peut-il mourir au lieu même où il est né ? »***

**Une tragédie humaine, un enjeu humanitaire et géopolitique**

Chers amis,

Permettez-moi, tout d’abord, de vous dire toute la joie qui est la mienne de m’exprimer ce soir devant cette assemblée nombreuse sur la difficile question des Chrétiens d’Orient, et plus largement des minorités religieuses. Je remercie les organisateurs pour leur courage, car il s’agit bien de courage pour programmer ce type de conférence quand on connaît la frilosité du monde politique belge à prendre des options, voire même condamner dans un premier temps les actes barbares perpétrés depuis des années à l’encontre des Chrétiens.

Le fait que, nous, Européens soyons issus d’un passé baigné par le christianisme ne doit pas nous rendre plus frileux quand il s’agit de dénoncer des discriminations ou des violences à l’égard de Chrétiens que quand il s’agit de dénoncer les violations à l’encontre d’autres confessions. La liberté de conscience, qui inclut la liberté de choisir sa religion et de la pratiquer, d’en changer et bien sûr de ne pas en avoir, doit leur être garantie, comme à tous les citoyens du monde.

Si la prise de conscience face à ce que vivent ces minorités s’est enfin éveillée auprès d’un public de plus en plus large, ce n’est pas suffisant. Car, ne nous voilons pas la face, cette tragédie qui se déroule à nos portes ne provoque que peu d’émoi au sein même de nos populations qu’on a formatées au fil des années à (1°) ne plus s’indigner de rien et (2°) à considérer que cela se passe loin et que c’est entre eux qu’ils se battent et que nous n’avons rien à voir avec ce combat-là. N’est-ce pas oublier que la cause des Chrétiens d’Orient est la nôtre et en cela, elle est celle de toute civilisation ?

Le journal « Le Monde » affirmait ainsi que « L’éradication des Chrétiens et des minorités perpétrée par l’Etat Islamique en Irak depuis le 27 juillet 2014 engage le monde entier », il ajoutait « La mosaïque des peuples du Moyen-Orient représente une richesse millénaire. Si les habitants de Mésopotamie (aujourd’hui l’Irak) sont chrétiens depuis l’an 50 après-Jésus-Christ, la Mésopotamie concentre un trésor et un patrimoine qui sont, à bien des égards, communs à l’humanité toute entière ».

Les Chrétiens d’Orient, dans leur diversité et dans la complexité de leurs tribulations historiques, sont :

- d’abord des frères persécutés pour leur Foi. Ils sont, au sens propre, les premiers Chrétiens : Antioche, ville d’Asie Mineure entre la Turquie et la Syrie vient avant Rome dans l’Histoire de la Chrétienté. C’est à partir de là, avec l’Apôtre Paul, que l’on nous appelle «Chrétiens».

- ensuite, ils sont, au sens le plus authentique, des réfugiés politiques que nous accueillons, chez nous qui avons le privilège d’être citoyens d’Etats de droit démocratiques qui assurent la séparation de l’Eglise et de l’Etat, et la liberté de conscience.

Nous devons nous laisser interpeller par le malheur de nos frères, mais ne pas nous laisser submerger par lui. L’émotion, comme la colère, sont mauvaises conseillères. Il nous faut suivre le mot d’ordre de Mgr Cardyn, fondateur de la JOC : voir, juger, agir. C’est le rôle du politique, le mien, de comprendre, d’expliquer, de recommander et, comme députée fédérale, de proposer des réponses politiques sur deux plans :

- le répressif (la lutte contre le terrorisme et contre l’Etat islamiste qui les arme et les téléguide).

- l’humanitaire (l’aide sur place et l’accueil ici)

**I. Le diagnostic**

Mais d’abord, il nous faut comprendre.

Vous aurez retenu que le Moyen-Orient, ou l’Asie Mineure, est un univers d’une complexité sans pareil depuis la nuit des temps : carrefour de civilisations immémoriales, lieu de naissance des trois monothéismes – juif, chrétien, musulman – et de leur cohabitation, lieu de passage des caravanes et des flottes entre Occident et Orient.

L’Histoire de la région nous donne le tournis : à la diversité des Eglises chrétiennes –chaldéenne, syriaque, copte, maronite - répond la même diversité des branches de l’islam – sunnites, chiites, alaouites, wahhabites, salafistes, soufistes. Un chat n’y retrouverait pas ses jeunes. Or pour agir, il faut simplifier.

Il faut identifier le nœud principal des tensions actuelles qui réside dans le soudain avènement d’un islamisme totalitaire et terroriste qui cette fois entend bouter les Chrétiens hors du Proche Orient, la terre de leurs ancêtres, leur terre à part entière

C’est le fait nouveau dans l’Histoire des Chrétiens d’Orient, la menace d’un génocide religieux, fait sans précédent dans une saga millénaire qui vit pourtant bien des massacres au fil des siècles, y compris bien entendu l’élimination des Arméniens de Turquie en 1915.

Mais le plus souvent dans leur longue Histoire, les Chrétiens ont dû et ont pu composer avec les pouvoirs en place pour survivre. Le plus souvent, ils ont été traités en citoyens de deuxième classe, confinés dans certaines régions, dans certains métiers et astreints parfois à pratiquer leur culte dans la discrétion, voire la clandestinité.

Parfois aussi , ils ont été amenés à jouer des rôles de premier plan en apportant aux gouvernements locaux la richesse de leur savoir, de leur ouverture au monde extérieur, de leurs connections. On les retrouve jusqu’à très récemment dans des fonctions officielles prestigieuses au Liban, en Irak, en Palestine, … Parmi les minorités tolérées en terre musulmane, les Chrétiens ont tenu et rayonné à cause de leur Foi, à cause de la cohésion de leurs communautés , à cause de leur esprit d’entreprise, de leur niveau d’éducation et de leur savoir faire dans le commerce et dans les affaires publiques. Leur présence millénaire a été pour le Proche-Orient une source précieuse de diversité culturelle certes, mais surtout de vitalité spirituelle et de Foi.

Au moment où le monde va vers son unité, les cultures cosmopolites et ouvertes constituent des atouts stratégiques pour la modernisation et le progrès

Comment se fait-il qu’à rebours de l’Histoire et des nécessités actuelles de la mondialisation, un groupe radical, fermé, profondément archaïque dans son rapport à la société et au monde, impose par la force et la violence la charia à toute la région et force les minorités religieuses, au premier rang desquels, les Chrétiens, à se convertir ou à partir en laissant derrière eux toutes leurs possessions, les plus modestes, au risque d’être massacrés femmes et enfants compris. Pourquoi ce radicalisme terrifiant et sans précédent ?

Je vous propose, pour résoudre cette énigme, de chercher à répondre à une question simple : mais pourquoi donc nous haïssent-ils tant ? Nous, l’Occident chrétien, eux l’Orient islamiste qu’ils souhaitent instituer.

Certains font remonter ce ressentiment aux Croisades. Ne nous perdons pas dans les réminiscences historiques. Elles embrouillent plus les choses qu’elles ne les éclairent.

D’autres en font une nouvelle guerre de religion, islam contre christianisme. A mon sens, ce n’est pas vrai. L’Islam est ici instrumentalisé, récupéré pour mener une guerre révolutionnaire de libération. Car paradoxalement, c’est bien dans l’esprit des islamistes d’une guerre de libération qu’il s’agit.

Le Printemps arabe, la version soft ou réformiste de la libération des masses arabes des régimes dictatoriaux, despotiques ou simplement autoritaires et toujours corrompus, a échoué, sauf en Tunisie.

La tentative de l’Occident de forcer l’installation de la démocratie par les armes en Irak ou en Lybie, en jouant sur un effet domino pour le Grand Moyen-Orient, a échoué aussi. Elle a conduit au chaos d’où ont surgi ces fantômes d’un autre âge, mais équipé d’armes d’aujourd’hui, souvent d’origine occidentale.

Al-Qaida et Daesh, ne veulent pas autre chose : renverser les régimes en place. Mais ce sera pour imposer la charia dans toute la région. Et ils le font en frappant d’abord l’Occident chez lui, à New York le 11 septembre 2001, à Madrid, à Londres, ou dans les pays de la région où il est présent, au Liban, en Somalie, au Mali, …

Pourquoi ? Depuis la conquête musulmane au VIIIe siècle, les pays du Proche-Orient ont connu une histoire complexe dans lesquelles ont alterné les périodes d’échanges et de fermeture avec l’Occident, et de convivialité parfois extraordinairement harmonieuse entre Musulmans et Chrétiens, ou d’autres marquées par des tensions interconfessionnelles sporadiquement violentes.

Mais la situation s’est progressivement dégradée au lendemain de la seconde guerre mondiale qui, logiquement, aurait dû inaugurer une phase de modernisation pour le Proche-Orients. L’accent est souvent mis sur la fondation de l’Etat d’Israël comme facteur central de déstabilisation de la région et de distraction des objectifs de développement interne, de justice et de démocratisation. Mais je crains que le conflit israélo-palestinien ne soit en l’occurrence que l’arbre qui cache la forêt, quand bien même l’arbre en question est énorme et très touffu.

Il faut à mon sens partir du Pacte du Quincy, du nom du croiseur américain sur lequel il fût signé le 14 février 1945, entre le Roi Ibn Saoud d’Arabie et le Président Roosevelt, de retour de Yalta. A Yalta, fut dessinée entre Staline, Roosevelt et Churchill la nouvelle carte du monde, après la guerre 40-45, c’est-à-dire la partition entre l’Est et l’Ouest.

Sur le Quincy, un pacte d’une importance quasi-comparable fut conclu : l’Arabie Saoudite assurerait l’approvisionnement en pétrole de l’Occident « à des prix modérés », moyennant quoi, la sécurité de l’Arabie Saoudite, entendez, de la dynastie régnante, serait assurée par Washington qui en faisait « un intérêt vital » pour l’Amérique.

Dès ce moment, l’Occident – Amérique, Grande-Bretagne, France – va soutenir les régions en place par la force, par la fourniture d’armements et par la formation des forces de sécurité, de renseignement, de police et de défense.

Ces régimes – dynastiques ou militaires – sont autoritaires, voire carrément tyranniques mais toujours corrompus. Assurés de la rente pétrolière, leurs dirigeants s’abstiennent de développer leurs pays, car ils voient le développement comme un risque pour la stabilité politique, c’est-à-dire leur mainmise sur l’Or noir. Qu’ils transforment en subventions à leurs ressortissants à l’exclusion des travailleurs immigrés, en investissements parfois productifs, souvent somptuaires, en rachat de clubs de football en Europe ou, … d’aide financière à des groupes terroristes, histoire d’asseoir leur légitimité vis-à-vis des croyants.

Les petites monarchies pétrolières font de leurs sujets des assistés servis par des immigrés traités en parias, tandis que les autres, du Maghreb au Mashrak, laissent leurs peuples dans l’ignorance et dans la misère, leur faisant ainsi manquer la grande transformation économique et politique qui va se produire en Asie et en Amérique latine.

Après la guerre 40-45, le Moyen-Orient, terre de vieille civilisation, va sombrer dans l’obscurité. Les peuples de la région deviennent les oubliés de l’Histoire au moment où dans le reste du monde, progrès technologique, réformes ou révolutions font advenir le progrès économique, l’amélioration des conditions de vie, l’éducation, la santé et l’émergence de classes moyennes.

Paradoxalement, c’est l’Occident, lui qui prêche la démocratie, les Droits de l’Homme et l’économie de marché qui, en soutenant des régimes détestables va priver les peuples du Moyen Orient de l’accès au modèle occidental.

Du coup, la frustration des masses arabes, berbères ou persanes est immense.

Le panarabisme (doctrine de Nasser qui rêvait d’unir tous les arabes qu’ils soient musulmans, chrétiens ou juifs) censé amener la modernisation, entretient le statu quo. Les révolutions socialistes ou marxistes font long feu.

C’est de ce désespoir que nait le recours à un islam de combat, un retour aux sources – la déformation du Coran – au Djihad guerrier et terroriste, à la charia totalitaire.

Ben Laden et Daesh constituent des tentatives d’utiliser la capacité de mobilisation de la religion pour unir les masses en leur proposant un Etat islamiste, religieux et juste, un Etat où le Calife – religieux – a la préséance sur le leadership politique. C’est la première fois qu’on utilise le Calife pour éliminer les Chrétiens au nom d’une fatwa d’Al-Qaïda.

Le paradoxe de l’instrumentalisation de l’Islam à des fins politiques tient bien entendu, à ce que l’islamisme ne conduit pas vers la modernisation et le progrès, mais vers la régression et l’archaïsme. L’Iran le démontre, nonobstant une certaine maîtrise de la filière nucléaire : un régime islamiste n’assure ni le progrès économique, ni le progrès social. La condition faite aux femmes en est la plus navrante évidence.

Mais en asservissant la religion à l’action politique et au combat armé, l’islamisme a réinventé une forme ancienne de lutte utilisée par les mouvements de résistance depuis toujours dans le monde, c’est-à-dire le terrorisme. Mais ici le terrorisme a deux singularités : d’un côté, il frappe les civils au hasard pour provoquer et entretenir la peur dans l’opinion publique des démocraties occidentales, et de l’autre, il pousse les fanatiques à l’attentat-suicide. Nos démocraties ne sont désormais plus en sécurité, car la menace n’est pas à nos frontières, mais au cœur même de notre société, Al-Qaïda ou Daech peut frapper n’importe où et n’importe quand.

**II. Que faire ? Les réponses politiques**

1. **La réponse répressive et géopolitique**

a) Bien entendu d’abord parer au plus pressé par une politique sécuritaire axée sur la prévention et la répression du terrorisme chez nous. Il n’y a pas d’hésitation à avoir. C’est une guerre sans merci qu’il nous faut mener.

A ce titre, des mesures à la fois de prévention et de répression ont été adoptées par le gouvernement fédéral précédent. Je citerai, ici, la plan de lutte contre le radicalisme initié par Joëlle Milquet, alors Ministre de l’Intérieur. Celui-ci comporte des mesures détaillées sur la nécessaire coordination des services entre eux, sur la détection des phénomènes, sur des campagnes d’information à destination des jeunes les incitant à venir en aide aux populations démunies en Syrie plutôt que d’aller combattre, sur de la formation du personnel policier au niveau local et fédéral, de la concertation avec la communauté musulmane, …

Il nous faut aussi, envisager aujourd’hui des mesures répressives comme l’activation de la loi de 1979, dite loi mercenaire qui prévoit des sanctions pénales pour les personnes parties combattre à l’étranger, une politique claire de retrait de visas ou de cartes d’identité lorsqu’il y a une suspicion que des personnes sont une menace pour l’ordre public.

Nous devrons aussi aborder la délicate question du retrait de la nationalité aux combattants partis se battre en Irak ou en Syrie. Ce retrait n’est possible que si ces personnes ont la double nationalité, car les conventions internationales nous empêchent d’en faire des apatrides.

Toutefois, un signal fort de ce type, à l’encontre des minorités torturées nous semble adéquat, car pour ces dernières, leurs bourreaux sont aussi européens, et c’est ce sentiment qu’il faut bannir et établir clairement à l’attention des populations oppressées, que ces personnes n’ont plus rien à voir avec nos Etats.

Des liens encore plus étroits doivent être établis avec la Turquie quant aux contrôles et aux signalements aux frontières.

Une diplomatie plus audacieuse devrait aussi prendre place avec les pays du Golf. Faire du business sûrement mais oser aborder cette question délicate du rôle joué par ces états en soutien du régime islamique, c’est encore mieux.

Nous avons aussi demandé que l’Europe puisse condamner fermement ces atrocités et c’est dans un silence assourdissant que nous avons passé l’été. Quid aussi, comme nous l’avons réclamé, d’une saisine de la Cour pénale internationale pour crimes contre l’humanité et génocide pour la communauté des Yézidis, cette communauté abandonnée de tous dont les femmes et les enfants sont livrés comme esclaves sexuels aux combattants de l’Etat islamique.

La question de la propagande et du recrutement par internet doit aussi nous interpeller et reconnaissons que sur ce point, les états européens tardent à se mettre d’accord et mettre une pression sur les gros fournisseurs d’internet que sont Google, Facebook, YouTube,

Ces fournisseurs n’agissent actuellement que sur ordre judiciaire pour couper certains sites, or le temps presse et la propagande ou le recrutement doivent cesser au plus vite. C’est quasi le seul moyen de recrutement des combattants pour l’instant et on a l’impression d’une impuissance intolérable et inacceptable pour les populations menacées.

b) Mais il faut aussi frapper le terrorisme dans son nid pour l’éradiquer, empêcher le califat pour ne pas que le terrorisme trouve une base ancrée dans la région. La décision de la Belgique de participer à la coalition internationale est une bonne chose. La Belgique fournit ainsi six F16 à la coalition internationale et du matériel logistique à l’armée irakienne. La mission des F16 vient d’ailleurs d’être prolongée par le gouvernement.

c) Néanmoins il faut garder en vue qu’il n’y aura pas de solution militaire à la menace islamiste. Seule une solution politique y parviendra. Il faut s’attaquer aux racines du mal : l’injustice, l’absence de libertés et de droits, les blocages multiples du développement, …

**2) La réponse humanitaire**

Quelle réponse timide de la Belgique ! Quand on sait que sous pression, le gouvernement avait dégagé 2 millions d’euros pour l’aide humanitaire en promettant 2 millions d’euros complémentaires rapidement, mais que les 2 premiers millions ont été versés à Central Emergency Response Fund, un organisme qui répartit les fonds aux agences de l’Onu, sans traçabilité réelle, et que les 2 millions complémentaires promis pour l’aide n’arriveront pas

Le Ministre de la Coopération ayant déclaré que « des choix ont dû être opérés » laissant entendre qu’il donnait la priorité à l’action militaire. Le coût de déploiement de six F16 pour un mois de mission a coûté 14, 35 millions d’euros.

L’accueil des réfugiés est quant à lui bien timide. Nos voisins font preuve d’une plus grande ouverture que nous et l’ont fait plus tôt. On parle maintenant de 75 réfugiés pour la Belgique. Alors même que la note « immigration » a été présentée la semaine dernière par le secrétaire d’Etat, aucun mot sur « un accueil provisoire de victimes de conflits et crises humanitaires majeures » pour permettre à la Belgique de répondre à des appels d’une urgence.

Si au moins cette carence s’expliquait par le fait qu’accueillir des réfugiés, c’est donner droit aux atrocités commises par l’Etat islamique, et que c’est partir de l’idée que ces minorités ne pourront jamais rejoindre leur terre d’origine.

**III. Conclusion**

Permettez-moi surtout de ne pas conclure.

Il serait d’abord prétentieux de refermer le livre de cette histoire complexe des communautés religieuses au Moyen-Orient, … Ensuite, je trouverais, et vous avec moi, profondément injuste de décider aujourd’hui que cette conférence nous empêche de nous mobiliser, de chercher, mais aussi de nous remettre, nous Occidentaux, en question. Nous retournerions, tous et toutes, chacun chez nous avec le sentiment du devoir inaccompli.

Si j’ai accepté aujourd’hui l’invitation qui m’a été faite, c’est précisément pour ne pas conclure, mais pour ouvrir les volets, lancer des appels, échanger et souligner notre ambivalence d’Occidentaux, … Non pas pour nous faire culpabiliser, mais pour nous faire réfléchir au positionnement futur et éviter de reproduire les erreurs du passé, comme si le sort des Chrétiens d’Orient était, telle une fatalité, forcément amené à se perpétuer au travers des âges.

Avec la question à laquelle nous ne pourrons répondre que si nous regardons le passé d’un œil avisé et critique : « Le Christianisme peut-il mourir au lieu même où il est né ? »

Malgré les craintes que nous nourrissons tous, j’ai envie d’affirmer avec Antoine Fleyfel que «les chrétiens arabes ne sont pas en train d’écrire leur dernier chapitre en Orient, … Leur avenir au Machreq leur appartient toujours, … »

Pour cela, il faudra de la part du monde musulman une condamnation beaucoup plus ferme des actes perpétrés par l’Etat Islamique pour éviter les amalgames qui conduisent à un sentiment d’islamophobie affirmé ou larvé.

Nous devrons aussi mener une lutte sans merci contre le terrorisme.

L’Europe, elle, devra mettre fin à son ambivalence qui a souvent conduit, comme j’ai déjà eu l’occasion de vous l’expliquer, à soutenir des régimes autoritaires, car ils avaient dans leurs mains l’Or Noir.

Elle pourra, au travers des échanges progressifs et parce qu’elle possède le droit fondamental le plus important, la liberté de conscience, faire souffler ce vent d’oxygène qui manque tant à ces populations opprimées hier par des régimes dictatoriaux, aujourd’hui par des terroristes dont l’Etat cherche à s’imposer par la force, l’intimidation et la torture.

La recomposition politique de demain dépendra de chaque pays et de difficiles équilibres entre communautés, au sein desquelles les Chrétiens ont une place importante à prendre ou à reprendre. L’Europe devra aussi avec les Etats-Unis permettre le développement de ces états aujourd’hui dévastés et accomplir avec ces derniers ce qu’elle aurait dû faire il y a plus de 50 ans, permettre un développement économique, social et technologique.

L’Europe doit développer une vaste et ambitieuse stratégie de voisinage visant à la paix, à la prospérité et à l’intégration de la Méditerranée en dirigeant vers ces pays, investissements directs, aide au développement et préférences commerciales.

Mais pour ce faire, l’Europe devra être unie et parler d’une seule voix, faire cesser la course aux marchés d’armes, et son ambiguïté ou celle de ses états membres qui a conduit un certain Chef d’Etat à s’afficher le 14 juillet, aux Champs Elysées, aux côtés de Bachar-Al-Assad.

La cause des Chrétiens d’Orient et des minorités religieuses est celle de toute une civilisation. La cause des Chrétiens d’Orient est la nôtre.